

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/1559
21 octobre 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

LETTRÉ DATÉE DU 16 OCTOBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT
DE LA TURQUIE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UNE DÉCLARATION PUBLIÉE
LE 15 OCTOBRE 1998 PAR LE MINISTÈRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AU SUJET DE LA PROROGATION DU MORATOIRE SUR TOUTES LES EXPORTATIONS
ET TOUS LES TRANSFERTS DE MINES TERRESTRES ANTIPERSONNEL

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration
publiée le 15 octobre 1998 par le Ministère turc des affaires étrangères au
sujet de la prorogation, pour trois ans encore, du moratoire proclamé par
la Turquie en 1996 sur toutes les exportations et tous les transferts de mines
terrestres antipersonnel.

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce texte soit
publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à
tous les États membres de la Conférence et à ceux qui participent aux travaux
de l'instance sans en être membres.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,

(Signé) Murat **Sungar**

DÉCLARATION DU MINISTÈRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies engage depuis 1993 les États Membres de l'ONU à proclamer des moratoires sur les exportations de mines terrestres s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale en vue d'empêcher la prolifération de ces armes. Forte de ces résolutions, la Turquie, qui, de fait, avait renoncé quelques années auparavant à l'exportation de tous engins de cette nature, a déclaré unilatéralement, le 17 janvier 1996, pour une période renouvelable de trois ans, un moratoire sur toutes les exportations et tous les transferts de mines terrestres antipersonnel. Le pays a décidé de proroger ce moratoire pour trois ans à compter de la date de son expiration, puisque la Convention d'Ottawa, qui a été ratifiée à ce jour par 40 États, entrera en vigueur le 1er mars 1999 : la Turquie entend par là montrer à nouveau qu'elle est résolue à concourir aux efforts déployés encore et toujours par la communauté internationale dans le but d'empêcher que les mines terrestres antipersonnel fassent de nouvelles victimes et qu'elle est attachée à la réalisation des objectifs humanitaires énoncés dans les instruments internationaux applicables en la matière.

D'emblée, la Turquie a prêté son appui et participé aux efforts entrepris par la Conférence du désarmement en vue de parvenir à une interdiction mondiale du transfert des mines terrestres antipersonnel. Qui plus est, elle s'est mise en rapport avec certains pays voisins afin de prendre avec eux des arrangements bilatéraux en vertu desquels les frontières communes resteraient exemptes de mines terrestres antipersonnel, tandis que ces engins ne seraient pas employés dans les zones frontalières à l'avenir.

Cependant, il est regrettable que, en dépit de la sensibilisation de la communauté internationale et des mesures constructives prises en la matière, de telles armes continuent d'être utilisées sans discrimination par diverses organisations terroristes contre des populations entières, y compris les femmes et les enfants. Nous sommes convaincus que notre décision de proroger le moratoire en vigueur renforcera dans une large mesure les efforts déployés en vue de parvenir à une interdiction mondiale des mines terrestres antipersonnel.

Ankara, le 15 octobre 1998
